

Unité départementale de l'Isère
Pôle territorial

Grenoble,

Référence : 2025-IsXXXX
Affaire suivi par Bruno GABET
bruno.gabet@developpement-durable.gouv.fr
Tel : 04.76.69.34.40

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Douze sociétés listées dans le rapport

Prescriptions complémentaires concernant les prélèvements d'eau

Rapport de l'Inspection des installations classées

Objet : Ajout de prescriptions pour fixer ou modifier les conditions de prélèvements **d'eau**

I – Contexte

En application des articles [R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement](#) et d'une [instruction nationale de juillet 2021](#), le dispositif de gestion de la sécheresse s'articule selon 3 échelles de gouvernance et 4 types d'actes administratifs :

- les arrêtés d'orientation de niveau bassin, dits AOB ([AOB Adour Garonne](#), [AOB Loire Bretagne](#), [AOB Rhône Méditerranée](#) modifié en 2023 [AOB RM modifié](#) ;
- les arrêtés cadre départementaux ou interdépartementaux, dits ACS ;
- les arrêtés départementaux de restriction temporaire des usages de l'eau ;
- un arrêté ministériel visant à définir des mesures de restriction en période de sécheresse applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement en date du 30 juin 2023.

Les arrêtés cadre départementaux ou interdépartementaux et l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 fixent notamment des réductions de consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse pour les ICPE mais toutes ces ICPE n'ont pas forcément des valeurs maximales dans leurs arrêtés d'autorisation sur la base desquelles il est plus facile de vérifier les baisses de consommation. Même si l'inspection peut s'appuyer sur les relevés de consommations ou sur les dispositifs d'exemption pour apprécier le respect des textes lors des inspections réactives en cas d'épisodes de sécheresse ou tout au long de l'année il a donc été estimé nécessaire de bien cadrer les prélèvements autorisés et de compléter les arrêtés d'autorisation si cela s'avérait nécessaire.

En 2023, l'UD DREAL a entamé l'édition d'un recueil des informations relatives aux prélèvements contenues dans les arrêtés préfectoraux des 600 sites soumis à autorisation ou enregistrement.

Ces informations ont permis à la fois d'améliorer la connaissance et la gestion des épisodes sécheresse mais également de détecter des situations potentiellement anormales (sites mal réglementés, prélèvement non autorisé) ; il a ainsi été établie une liste de 70 établissements sur lesquels travailler.

Il a été demandé aux exploitants concernés de déterminer sur la base des dernières années et en l'argumentant, leurs prélèvements maximaux et les milieux dans lesquels ils s'effectuaient ainsi que l'usage de l'eau sur leur site

L'inspection des installations classées propose de fixer des prescriptions par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, avec les éléments recueillis, notamment des valeurs journalières, hebdomadaires et annuelles maximales dans chaque milieu concerné.

Une première série de treize arrêtés préfectoraux complémentaires a été proposée par rapport en date du 18 novembre 2024, ces arrêtés ont tous été signés le 5 décembre 2024.

Une deuxième série également de treize arrêtés préfectoraux complémentaires a été proposée par rapport en date du 25 février 2025, onze d'entre eux ont été signés le 25 mars 2025, pour Bouchard Bois Scierie Traitement (BBST) à Marcilloles le contradictoire a été relancé car l'exploitant n'avait pas reçu le premier envoi et pour Revêtement Peinture Industriel (RPI) à Saint André le Gaz un changement d'exploitant a été sollicité car l'autorisation d'exploitation est toujours au nom de la société EPORIL.

Une troisième série de douze projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires est proposée pour les établissements suivants incluant BBST de la deuxième série :

- Bouchard Bois Scierie Traitement (BBST) / Marcilloles (scierie avec traitement de bois), pas de prélèvement par forage, 1000 m³/an sur réseau d'eau potable incluant les eaux sanitaires et des eaux industrielles contrairement à ce qui était indiqué dans la version de la deuxième série,
- Knauf Industrie / St Etienne de St Geoires (production de produits en polystyrène avec une tour aéroréfrigérante), pas de prélèvement par forage, 44 000 m³/an sur le réseau d'eau potable exploité par la communauté de communes Bièvre Est,
- Benvic (ex Ereplast) / Porcieu Amblagnieu (fabrication de poudres et granulés de polychlorure de vinyle (PVC) à partir de déchets ou de matériaux PVC en fin de vie), pas de prélèvement par forage, environ 500m³/an sur réseau d'eau potable mais uniquement pour des usages sanitaires, prélèvements pour activité industrielle interdits,
- Girod / Pontcharra (scierie avec traitement de bois), 700 m³/an sur réseau AEP exploité par la com com du Gresivaudan, un forage est également utilisé mais uniquement pour alimenter un bassin destiné à lutter contre un éventuel incendie,
- Aciéries de Bontpertuis / Apprieu (activités de transformation du métal par laminage à chaud et à froid et parachèvement, grenaillage avec tours aéroréfrigérantes), 160 000 m³/an dans le canal de dérivation de La Fure (conditions de prélèvements réglementés par ailleurs) et 600 m³/an sur réseau AEP exploité par la com com Bièvre Est,
- Modus Valoris / Bourgoin Jallieu (valorisation de mâchefers d'usine d'incinération de déchets non dangereux), 900 m³/an d'un forage pour l'arrosage des tas de mâchefers et des voies de circulation, utilisation du réseau AEP pour des seuls usages sanitaires,
- scierie Eymard / Veurey Voroise (scierie avec stockage de bois par voie humide), 650 m³/an sur réseau AEP et 30 000 m³/an sur forage en nappe d'accompagnement de la rivière Isère en aval de Grenoble,
- Paturle Aciers / Saint Laurent du pont (fabrication d'aciers spéciaux pour des marchés de niche comme les baleines pour l'industrie médicale avec activité de traitement de surface), 6300 m³/an sur réseau AEP et 22 000 m³/an au total sur cinq forages dans la nappe d'accompagnement du Guiers Mort,
- Prysmian / Charvieu Chamanieux (fabrication de câbles électriques de la très haute tension à la basse tension avec l'utilisation d'une tour aéroréfrigérantes), 4000 m³/an sur réseau AEP et 30 000 m³/an sur un forage dans la nappe d'accompagnement de la Bourbre,
- Aureus / st Quentin fallavier (traitement de déchets contenant des métaux précieux avec activité de fonderie et de traitement de surface), pas de prélèvement dans le milieu et 900 m³/an sur réseau AEP,
- fonderie Giroud / Barraux (fonderie de métaux), 1600 m³/an sur réseau AEP pour seul usage sanitaire, 30000 m³/an sur deux forages dans la nappe d'accompagnement de l'Isère,
- Sopranzi / Heyrieux (chaudronnerie aluminium et usinage d'alliages légers), pas de prélèvement dans le milieu et 1000 m³/an sur réseau AEP.

Les prélèvements de ces sites sont mineurs avec moins de 1000 m³/an pour 6 des 12 établissements, le seuil qui déclenche des mesures de restrictions en cas de sécheresse étant de 7000 m³/an pour les prélèvements dans les réseaux d'adduction d'eau publique, 1000 m³/an pour les prélèvements directement dans le milieu. Pour les six établissements qui dépassent le seuil de 1000 m³/an il y a, pour l'un un prélèvement dans le canal de dérivation de la Fure (aciérie de Bontpertuis à Apprieu), pour un autre un prélèvement sur réseau d'eau potable (Knauf à St Etienne de St Geoires) et pour les quatre autres des prélèvements par forage dans les nappes d'accompagnement des rivières Guiers mort, de la

Bourbre et de l'Isère (X2) (respectivement Paturle Aciers à St Laurent du Pont, Prysmian à Charvieu Chamagnieux, scierie Eymard à Veurey Voroise et fonderie Giroud à Barraux).

A noter que plusieurs autres politiques publiques peuvent amener l'Inspection des installations classées à proposer au préfet de réviser les autorisations de prélèvement ou a minima à vérifier régulièrement l'adéquation des autorisations avec les éléments d'appréciation environnementale (meilleure technique disponible, acceptation milieu, usages...) :

- Mise en place des PGRE

Mettre en oeuvre

Action phase n° 4 : D'ici 2027, réviser progressivement les autorisations de prélèvement pour acter réglementairement les économies réalisées dans le cadre des plans d'action des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) sur les territoires en déséquilibre du SDAGE.

Action phase n° 5 : D'ici à 2027, établir des plans de sobriété hydrique industrielle dans chaque région. D'ici 2030, réviser les autorisations de prélèvement des 40 plus grands sites industriels du bassin et, par région, celles de 15 autres sites industriels avec enjeux de réduction de leurs prélèvements.

Action phase n° 6 : Mobiliser les élus pour qu'ils sensibilisent leurs administrés aux enjeux de sobriété de la ressource en eau.

- Reexamen des conditions d'exploitation dans le cadre de la directive sur les émissions industrielles (IED) ;
- A l'initiative de l'Inspection (via la prescription d'une étude technico-économique notamment) ;
- Sollicitation par l'exploitant dans le cadre d'un projet de réduction des prélèvements à son initiative.

II – Conclusion

En application de l'article R.181-45, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires pris en application de l'article L.181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus et du fait que les membres du Coderst ont déjà été informés de la démarche lors de la séance en date du 17/12/2024, nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

L'adjoint au chef de l'unité
départementale de l'Isère

Bruno GABET

Pour le directeur et par délégation
Le chef de l'unité départementale

Mathias PIEYRE